

# LETTRE DE LIAISON

des militants combattant  
pour le **Front Unique**  
des syndicats de l'enseignement public

N° 293  
10 décembre 2019

ISSN 1245-0286

[www.frontunique.com](http://www.frontunique.com)

## **Si on dit : “retrait du projet Macron”, il n’y a rien à discuter! Il faut imposer aux dirigeants CGT, FO, FSU la rupture de toute concertation avec le gouvernement!**

*Intervention du représentant du courant Front Unique à l’ouverture du congrès national de la FSU lundi 9 décembre après midi*

Camarades, ce congrès porte une responsabilité qu’il n’est pas exagéré de qualifier d’historique.

Il y a quatre jours, le 5 décembre, les travailleurs ont manifesté leur disponibilité au combat, contre le gouvernement, pour le retrait du projet de retraites par points. Dans l’enseignement public, la grève a été massive, ultra majoritaire. Ce matin, à la RATP et à la SNCF, la grève reste massivement suivie. Dans son interview au JDD Philippe Martinez, au milieu d’autres considérations, déclare : “*On tiendra jusqu’au retrait*”.

On ne peut que se féliciter du fait que par exemple, l’intersyndicale de l’Education se prononce au lendemain du 5 pour que le projet gouvernemental soit retiré. Mais alors, camarades, soyons clairs jusqu’au bout : s’il s’agit de combattre pour la défense du système actuel, le système issu de la Sécurité Sociale et défini pour les fonctionnaires par le code des pensions, alors, le préalable à toute discussion, c’est bien que le projet Macron soit retiré, ce qui implique d’infliger une défaite au gouvernement. N’y a-t-il pas une contradiction entre le fait que Philippe Martinez qui affirme vouloir “*tenir jusqu’au retrait*”, rencontre en ce moment même, tout comme le fait Veyrier, les représentants du gouvernement? Et cela alors même que Philippe a clairement indiqué qu’il n’était pas question pour lui de revenir sur son projet.

**Dans ce sens, la première responsabilité, c’est de dire clairement : il n’y aura aucune discussion avec le gouvernement tant que le projet de retraite par points n’aura pas été retiré. Ce projet n’est ni négociable, ni amendable!**

Rupture avec le gouvernement, Front Unique des organisations syndicales pour le retrait pur et simple du projet Macron Delevoye : c’est ce cadre qui peut permettre de vaincre contre le gouvernement. Car il faut le constater : “*grèves reconductibles*” décidées assemblée par assemblée et lieu de travail par lieu de travail, “*temps forts*” ponctuels, rencontres régulières avec le gouvernement : le dispositif actuel n’est rien d’autre que celui qui a conduit à la défaite en 2003.

C’est d’autant plus important que le plan Macron Delevoye va en réalité beaucoup plus loin que ne sont allées toutes les réformes antérieures.

Ce qui est en jeu, c’est ce qui subsiste de la Sécurité Sociale de 45, financée par le salaire différé, autre fois géré par les seules organisations ouvrières, organisant la solidarité ouvrière et la cohésion de toute la population laborieuse. Le projet Macron Delevoye tire un trait sur le principe : “*chacun contribue selon ses moyens et est indemnisé selon ses besoins*». Le plan Macron Delevoye, c’est faire main basse sur la totalité du salaire différé des travailleurs pour le convertir en plus-value, au prix du basculement de millions de travailleurs dans la misère et la déchéance.

C'est une attaque contre l'épine dorsale de tout le prolétariat et l'image n'est pas trop forte : c'est sur la base de la Sécurité Sociale qu'ont été arrachés l'essentiel des acquis des travailleurs depuis l'après-guerre.

La situation est identique dans la Fonction Publique. Si notre système de retraites calcule le montant des pensions sur la base de la rémunération indiciaire des 6 derniers mois, c'est que notre retraite est un salaire continué. Il s'agit d'une composante majeure de notre statut. Revenir sur ce système, c'est non seulement organiser la baisse de salaire la plus monstrueuse de tous les temps, mais c'est aussi revenir sur tous nos acquis collectifs en matière de progression de carrière à l'ancienneté, c'est encore revenir sur le principe du point d'indice, comme référence incontournable de notre rémunération. C'est la voie ouverte à la destruction totale de notre statut.

Ce n'est pas autre chose que propose le gouvernement dans l'enseignement public. Et Blanquer dans sa lettre adressée aux enseignants pour tenter de faire barrage à leur mobilisation conclut précisément sur l'existence de ces discussions en cours avec les organisations syndicales. N'est-ce pas là la preuve la plus évidente que discuter aujourd'hui avec le gouvernement c'est l'aider à faire avancer son projet?

Toute la situation se concentre donc sur cette question : soit les travailleurs rassemblés dans le cadre d'un front unique de leurs organisations parviennent à imposer une défaite au gouvernement – et alors la possibilité de donner un coup d'arrêt à toute sa politique sera grandement facilitée – soit le gouvernement parvient à remporter une victoire décisive – et alors les travailleurs et la jeunesse seront assurés de subir une offensive démultipliée sur tous les fronts.

Parmi ces fronts il y a la bataille pour les libertés démocratiques à commencer par le droit de manifester. Vendredi une fois encore, ce gouvernement faisait tirer au visage sur un collégien de Lyon âgé de 15 ans ! Peut-on décemment dialoguer avec un tel gouvernement? Jeudi 5 c'est la manifestation parisienne qui était bloquée délibérément. En réalité cela fait un an que le gouvernement se prépare à l'affrontement avec les travailleurs sur son projet de destruction des retraites : et les mutilés, éborgnés se comptent par dizaines, les manifestants arrêtés et jugés par milliers avec des condamnations massives. L'Etat policier n'est plus en marche, il est devenu une réalité! Et seul l'affrontement massif avec le gouvernement permettra désormais d'en desserrer l'étau.

Je conclurai sur une évocation de la situation internationale : depuis des mois, les travailleurs et la jeunesse d'Algérie se mobilisent pour en finir avec le régime militaire soumis à l'impérialisme, à commencer par l'impérialisme français et donc soutenu par Macron. Leur combat nous ouvre la voie. Ce qu'ils scandent, c'est : *"pas de dialogue avec le gang"* (c'est à dire le régime). Dans le même mouvement ils combattent pour se réapproprier leurs organisations syndicales et leur imposer leurs revendications. Dans trois jours, le régime entend se perpétuer à travers des élections fabriquées. Les masses algériennes, elles, cherchent à en imposer le boycott alors que le régime emprisonne et fait condamner par dizaines militants et jeunes. Le congrès national doit enfin décider comme l'avait demandé quasi unanimement le congrès national du SNUIPP, comme l'ont réitéré plusieurs congrès départementaux, de se placer aux côtés des travailleurs et de la jeunesse d'Algérie pour l'arrêt immédiat de la répression, pour la libération immédiate des emprisonnés et de prendre toutes les mesures nécessaires pour exprimer ce soutien.

Pour conclure : retrait pur et simple du projet Macron Delevoye, rupture des dirigeants syndicaux avec le gouvernement à commencer par ceux de notre fédération, défense des libertés démocratiques contre l'Etat policier. Et dans la continuité de ce combat, combat contre l'impérialisme français aux côtés des travailleurs et de la jeunesse des pays dominés. Voilà le combat que le courant Front Unique invite tous les délégués à partager.